

LA VIE DE PALAIS

Victoires parlementaires, initiatives originales et bruits de couloir, lors de chaque session, le Valais prend le pouls de sa députation sous la Coupole fédérale

Pour le loup, la rigolade, c'est bientôt fini

SAGA De Sion à Berne, l'histoire d'une initiative au titre jugé débile qui est en train d'atteindre sa cible.



RÉCIT

C'est Franz Ruppen (UDC) qui l'a défendue en allemand et Yannick Buttet (PDC) en français. L'initiative «La récréation est terminée», poétiquement et librement traduite par «Fertig, lustig», soit «finie la rigolade», qui vise à autoriser toute l'année le tir du loup a passé la rampe du Conseil national en début de semaine dernière. Elle a séduit la majorité et cela sans que les deux politiciens valaisans ne prononcent une seule fois son nom. Pas très sérieux. Risible même. Et pourtant, l'air de rien, c'est ce projet né au Grand Conseil valaisan qui est en passe d'avoir la peau du loup.

Marre des pulls serrés

Tout commence à Sion, au Parlement cantonal. Nous sommes en 2014. Trois élus unissent leur signature au bas d'un texte qui demande que le grand prédateur puisse être chassé toute l'année et que la Convention de Berne soit renégociée, avec une réserve excluant la protection de cet animal en Suisse. Grégory Logean (UDC), Philippe Nantermod (PLR) et Philipp Matthias Bregy (PDC) en ont ras-le-bol. Marre de s'entendre dire que les cantons ont les coudées franches pour régler le problème du loup sans que la Confédération ne leur tricote jamais de pull

suffisamment large. A Berne rien ne bouge depuis dix ans. Les tentatives pour se défaire durablement du prédateur se heurtent à un Parlement ultraprotecteur. Treize interpellations, douze motions, dix-sept questions, deux postulats et tout autant de réponses négatives et de rapports n'y ont rien changé.

Les trois élus tentent le tout pour le tout pour finaliser l'angle de tir des anti-loups. Ils déposent leur texte au Grand Conseil et récoltent une majorité qui permet d'envoyer le dossier devant le Parlement fédéral. Grégory Logean fera même le voyage de Berne avec le jeune Alex Schwestermann pour aller plaider la cause des troupeaux et du gibier devant la commission du Conseil des Etats qui préavis.

Fournier pas frustré

Après un non cinglant des sénateurs au projet cet été, surprise, l'initiative valaisanne passe la rampe il y a quelques jours au National. «C'est arrivé maintenant car la réalité a rattrapé le dossier», explique Jean-René Fournier qui avait déjà déposé une motion pour tirer le loup en 2010. Motion d'ailleurs acceptée mais jamais concrétisée. Alors, frustré de se voir voler la vedette par un texte au titre débile? «Pas le moins du monde, assure-t-il. Beaucoup de cantons qui riaient autrefois d'un pro-

blème très valaisan sont aujourd'hui concernés par les attaques de loups et rient moins. Et entre-temps, la France ou la Suède également membres de la Convention de Berne, ont obtenu des réserves pour cet animal», commente le PDC.

Chasse au loup ou aux voix

Le vote de la dernière semaine s'annonçait serré. «Les élus du PBD nous avaient promis leur soutien avant de le retirer», lâche Franz Ruppen qui avait sorti la calculette. Il a par contre pu compter sur la presque intégralité de la députation valaisanne. Moins un, le socialiste Mathias Reynard. «Je ne suis pas un défenseur acharné des grands prédateurs, mais même les chasseurs suisses s'opposaient à cette solution. Une autre voie avait été trouvée au parlement, pour un compromis englobant chasseurs, défenseurs du loup et paysans de montagne. Il faut soutenir ce compromis, voulu par des gens qui connaissent la réalité du terrain, plutôt que de venir avec des propositions extrémistes qui n'apportent rien», justifie le Saviésan qui dénonce plus que la chasse au loup, la chasse aux voix des votants du texte.

Pour Beat Rieder, qui porte désormais le dossier aux Etats, les jours du loup sont comptés car la nouvelle loi sur la chasse qui était censée régler le problème ne règle... justement pas

grand-chose. «Je suis optimiste pour la décision retour des Etats (ndlr: en décembre ou en début d'année prochaine). Tout le monde se rend compte qu'après bientôt vingt ans de discussions et une augmentation des mesures de protection des troupeaux, les attaques et les dommages continuent à se multiplier», explique le PDC qui compte bien récupérer d'ici à la prochaine séance de commission les 9 voix qui ont fait défaut lors d'un premier débat en juin. Un débat qui avait duré trois heures et avait délecté les auditeurs puisqu'on était allé jusqu'à rappeler le rôle du loup dans la fondation de Rome et la destruction de Carthage. Au Conseil national, il n'aura fallu que quinze minutes et l'argument phare du trop petit territoire à partager.

Tous les espoirs permis

La victoire demeure d'étape, mais tous les espoirs des prédateurs du loup sont désormais permis. Et pour les initiants, pas question de reconnaître qu'en lui choisissant son titre «lustig», ils prenaient le risque de péjorer d'entrée les chances de réussite du projet. «Quand on dépose quelque chose on choisit souvent une appellation forte pour que les gens en parlent», sourit Philipp Matthias Bregy. Et il faut bien lui reconnaître que la cible est atteinte. ● STÉPHANIE GERMANIER

LA STATISTIQUE INATTENDUE

4/10 On savait le lobby du vin valaisan décimé à Berne, depuis la fin des mandats de Christophe Darbellay (administrateur de Gilliard) et de Jean-René Germanier. Mais qu'on se rassure, celui de l'eau minérale se porte bien. Ils sont quatre élus nationaux valaisans (Buttet, Schmidt, Ruppen et Amherd) sur dix à faire partie du groupe d'intérêt qui défend le liquide, gazeux ou non, sous la Coupole. Reste que leur combat n'est pas gagné: ils se vantent si peu de cette étiquette que la cause pourrait faire pschitt. ●

ON EN SOURIT A LA CAFET'

Quand même, il s'agit d'un enfant. Et on peut aussi se réjouir qu'il y ait un enfant de plus.»

La citation de Yannick Buttet dans la «Tribune de Genève» pour commenter l'affaire Darbellay.



LA PHRASE À RETWEETER

«Moi aussi, je suis intéressé à être candidat au Conseil des Etats en 2019.»

Philippe Nantermod



LA QUESTION QUI MARQUE UN BUT

Elle vient du PLR Philippe Nantermod et demande au Conseil fédéral de savoir s'il est bien raisonnable de considérer tous les sportifs étrangers hors UE/AELE n'officiant pas dans une ligue supérieure de leur sport respectif comme des travailleurs non qualifiés et donc de leur refuser le droit de séjourner en Suisse. Aujourd'hui, certains joueurs blessés ou en formation peuvent être renvoyés ce qui réduit les perspectives à long terme des clubs. Les M21 du FC Sion pourraient être concernés et perdre des joueurs. ●

LA MINUTE ROMANTIQUE

Alors qu'une intervention PLR proposait de biffer l'obligation pour les mariés d'être assistés de deux témoins (histoire d'alléger la bureaucratie), le sénateur PDC Beat Rieder a plaidé pour que la tradition perdure. «Même à Las Vegas, où on ne peut pas dire que la bureaucratie est lourde, on a besoin d'Elvis Presley et de Marilyn Monroe pour se dire oui», argue le conseiller aux Etats, qui a déclenché les souvenirs émus de ses collègues: «Les témoins ce n'est pas de la paperasse, ce sont des amis qui partagent une journée spéciale.» ●

ÇA NE RESTE SURTOUT PAS ENTRE NOUS

Destinées presque communes

Comme on dit aux enfants: lorsqu'on promet, on fait. Franz Ruppen, qui estime ses chances de devenir président de Naters en octobre à 50%, jure qu'en cas de défaite, il ne se présentera pas à l'élection au Conseil d'Etat, comme le présupposent tous les observateurs qui l'envisagent bien en tant que colistier d'Oskar Freysinger. «Arrêtez tous avec ça. Je l'ai dit et redit, je ne serai pas candidat. Le peuple ne comprend pas que l'on puisse vouloir être conseiller national, président de sa commune et tout à la fois conseiller d'Etat.» Tiens, il faudrait vérifier auprès des citoyens de Loèche qui scelleront très bientôt le sort de Roberto Schmidt, le jeune du Haut qui vient d'être réélu à Berne, convoite une nouvelle fois la présidence de sa ville et accompagne Jacques Melly et Christophe Darbellay dans la course au gouvernement. ●



Il amuse la Galerie



On l'a souvent répété, la Galerie des Alpes, le restaurant du Palais fédéral, voyait revenir l'an dernier avec un gros sourire le jeune Roberto Schmidt, non réélu durant quatre ans. Le politicien est l'un des meilleurs clients de l'enseigne puisque il y amène, plusieurs fois par session, de grands groupes venus lui rendre visite sous la Coupole. Un client en or pour le fonds de commerce de l'enseigne et pour ses employés qui viennent de profiter d'une journée en Valais. Roberto Schmidt les avait tous invités à la Marche des cépages à Salquenen pour les remercier de l'accueil parfait qui lui est toujours réservé à lui et à ses hôtes. Vraiment, s'il est élu au Conseil d'Etat l'an prochain, Roberto Schmidt sera très regretté à la table du Palais. ●

C'est aussi grâce à eux

Encore trois victoires en partie valaisannes sous la Coupole durant cette session qui s'achève la semaine prochaine. Les marchandises dangereuses ne devraient circuler que sur rail au Simplon et cela grâce un postulat de la démocrate-chrétienne haut-valaisanne Viola Amherd. Les deux sénateurs valaisans Jean-René Fournier et Beat Rieder ont par ailleurs bataillé aux côtés de la gauche et des représentants du Tessin, de Fribourg, de Genève et du Jura pour mettre à l'amende les patrons qui pratiqueraient le dumping salarial. La prune pourra aller jusqu'à 30 000 francs et les entreprises coupables pourraient être interdites de marché en Suisse. Dernier dossier et pas des moindres, l'aide fédérale en faveur des hautes écoles prendra l'ascenseur l'an prochain. Le directeur de la HES-SO Valais François Seppeya d'ailleurs remercié nommément les Valaisans qui ont mouillé la chemise pour décrocher la timbale: Mathias Reynard, Géraldine Marchand-Balet et Yannick Buttet. ● SG